



Chronique de Jean-Claude Flamant

10-13 septembre 2005

Week-end à Alger

*Par Jean-Claude Flamant,
Directeur de la Mission Agrobiosciences*

Edité par la Mission Agrobiosciences.

La Mission Agrobiosciences est financée dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région par le Conseil Régional Midi-Pyrénées et le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

Renseignements : 05 62 88 14 50 (Mission Agrobiosciences)

Retrouvez nos autres publications sur notre site : <http://www.agrobiosciences.org>



Ce voyage est un retour

Vol Toulouse Alger - Ce qui motive ce nouveau voyage après presque vingt ans sans Algérie ? Ma participation à un Jury de soutenance de thèse. L'espace d'un week-end français – un début de semaine pour l'Algérie dont le vendredi est le jour de congé hebdomadaire.

Un livre. J'achète toujours un livre lorsque je prends l'avion pour l'étranger. Sans savoir a priori lequel je vais acheter - c'est au hasard des étals de la librairie d'aérogare - rapidement et instinctivement. Aujourd'hui, c'est Albert Camus qui me saute au visage, en première ligne des livres de poche - il faut, j'en suis sûr, prêter attention à ce genre de signe. « Le premier homme », récit autobiographique explique en préface Catherine Camus (petite fille de l'écrivain ?), à partir des feuillets manuscrits retrouvés dans la sacoche d'Albert Camus après son accident mortel le 4 janvier 1960 : c'était deux ans et demi avant la fin de la Guerre d'Algérie.

J'éprouve le besoin de me préparer à ce bref retour en faisant une révision de mes séjours antérieurs. Je le dis tout de suite, lorsque j'ai atterri pour la première fois à Alger en mai 1971, je n'avais aucune familiarité avec ce pays, sinon le seul suivi des « événements » qui s'étaient déroulés là-bas de novembre 1954 à 1962 et après. Contrairement à d'autres jeunes de ma génération, je n'avais pas fait partie du contingent en Algérie, étant étudiant sursitaire. J'arrivais sans a priori autre que celui selon lequel il fallait aider ce pays et ses habitants à « s'en sortir », tout particulièrement à se doter de cadres à la fois de haut niveau et pragmatiques, susceptibles de concevoir et de mettre en œuvre une politique de développement des productions agricoles nationales. Parmi les dirigeants du Ministère de l'Agriculture que je découvrais, il y avait la catégorie de ceux dont la formation était « d'avoir fait la Révolution ». Il y avait aussi quelques jeunes diplômés des Ecoles et Universités de France ou d'autres pays rappelés en urgence, parfois même avant la fin de leur cursus : le « redressement national » ne pouvait attendre ! Je mesurais que j'aurais pu me trouver dans la même situation que ces derniers, du jour au lendemain propulsés à la Direction d'un Ministère ou d'une Willaya¹. Rares étaient ceux qui avaient eu une expérience de travail au sein de l'administration française, ne serait-ce que comme technicien. Le pays avait du mal à se relever de l'hémorragie des cadres européens, et pour ceux d'entre eux qui avaient fait le choix d'assister le nouveau pouvoir leur contrat de « coopération » n'était pas renouvelé. Tahar faisait partie des jeunes algériens pour lesquels il avait été décidé, au début des années 70, de faire l'investissement d'une formation universitaire complète dans le domaine de l'agriculture.

Par mes voyages successifs au cours des années 70 puis en 1986-88, et à travers le contact régulier avec Tahar, venu à Toulouse pour préparer auprès de moi sa Thèse d'Etat algérienne consacrée à la production de lait, et aussi le suivi de mémoires d'étudiants algériens, j'ai acquis la réputation de mieux connaître l'agriculture et l'économie de ce pays que la plupart de mes collègues universitaires toulousains.

¹ Willaya : Département en Algérie

Lorsque j'étais arrivé à Alger, c'était déjà neuf ans après l'Indépendance, une Algérie engagée dans une nouvelle phase de tension ambitieuse, avec la mise en œuvre d'une politique d'industrialisation « industrialisante » et d'une « Révolution Agraire » qui avait pour projet d'implanter le socialisme dans les campagnes. Lorsque le colonel Boumediene avait pris le pouvoir en juin 1965, en renversant Ben Bella, le pays était passé d'une phase révolutionnaire lyrique à une phase institutionnelle « sérieuse », mais avec toujours la même angoisse sous-jacente que je ressentais en permanence : comment devenir majeur en se dégageant de l'influence de l'ancienne tutelle colonisatrice ? Une angoisse non surmontée qui allait engager le pays et le pouvoir politique et militaire dans la névrose et ses drames.

Actualité : « El Moudjahid », distribué par le personnel de bord, titre sur le référendum de « Réconciliation Nationale » qui doit avoir lieu dans deux à trois semaines, le 29 septembre. Dès le contrôle des bagages et de police et à l'embarquement, j'observe ceux qui vont prendre le même vol que moi. Des familles d'algériens avec plusieurs enfants, très jeunes – la rentrée des classes est déjà faite. Une grande jeune femme blonde, à la silhouette et aux allures de mannequin, mais qui parle arabe avec les autres membres de sa famille. Des hommes et des femmes dont l'allure et l'habillement sont typiquement algériens. Quelques « Européens » - des hommes d'affaires probablement et aussi des couples de retraités – d'anciens « pieds-noirs » qui font le voyage en Algérie quarante ans après ?

Ma voisine de voyage fait partie de la catégorie des passagers de type algérien, robe, foulard, bijoux modestes, la soixantaine. Elle me demande très gentiment de lui remplir sa fiche d'embarquement à partir de son passeport – le passeport atteste de sa nationalité française. Elle est née en 1936 en Algérie. Pas plus de précision sur la date de naissance exacte : le jour et le mois sont remplacés par des croix. Cependant, elle parle le français sans accent nord africain, avec même des intonations du sud-ouest. Elle habite le Lot-et-Garonne dans la périphérie d'Agen. Je suppose qu'elle y vit depuis longtemps. Elle avait 26 ans en 1962. Est-ce une femme de harki ? Je n'ose pas être indiscret.

Vol au-dessus d'Ibiza. Un plateau rouge, aux contours ocre, dans un halo d'émeraude, sur la mer d'un bleu profond. Evocation de la fresque historique méditerranéenne écrite par un écrivain du pays, Baltasar Porcel² : les Baléares, des îles régulièrement attaqués par les « barbaresques » tout au long des siècles, jusqu'au 18^{ème}, mais dont les ports commerçaient avec ceux d'Afrique du Nord. La côte algérienne est proche.

Traînée argentée sur la toile bleue métallique de la mer. Le sillage d'un navire ? Il suffirait de suivre la trace pour arriver au port. La terre algérienne se dessine maintenant dans la brume, dominée par la silhouette sombre de hautes montagnes. La côte, puis les champs maintenant sous les ailes. Des alignements de serres aux toits ronds en plastique. La piste. Le tarmac. Une nouvelle aérogare en fin de travaux.

Accueil de Tahar, chaleureux comme la température : 30° C a annoncé le commandant de bord. Travaux de voirie et ouvrages d'art dans la perspective de l'accès à la nouvelle aérogare qui sera digne d'une grande capitale, et symbole du changement en ce début du 21^{ème} siècle.

² Baltasar Porcel : « Méditerranée. Tumultes de la houle », Babel, Actes Sud, 1998. 590 pages

Urbanisme et mémoire

Arrivée à l'INA³, avec son allée magnifique de palmiers encadrée de ses bâtiments anciens, crépi jaune, balcons et balustrades de style « maure ». Bâtiments à colonnades avec ouvertures aux arcs surcintrés. Escaliers aux marches de marbre gris clair. Les bâtiments ont tenu le coup malgré le tremblement de terre dont tous me disent se souvenir avec de l'effroi dans les yeux et dans les têtes. Un programme de rénovation des labos est en cours en rapport avec les nécessaires reconsolidations et rebouchages des fissures ; il se trouve qu'il coïncide avec un programme de recomposition des Départements de l'Ecole.

Les palmiers de la grande allée sont des Washingtonia - variétés robusta et filigena – m'explique le botaniste Beloued, une personnalité de l'INA à la retraite, un petit homme nouveau, souriant et volubile auquel Tahar me présente par ces mots : « *C'est une encyclopédie !* ». Opulence de végétation arbustive et de fleurs qui embellissent les allées et les bâtiments. L'Ecole d'Alger a une qualité esthétique réelle.

L'INA se prépare à célébrer cette année son centenaire. J'apprends que les Algériens sont fiers que leur établissement soit la première Ecole Agronomique créée sur le continent africain. Pourtant, leur dis-je, l'INA de Tunis a déjà fêté son Centenaire en 1998. Mohamed Skouri m'a montré l'ouvrage dont il a coordonné la publication, un livre témoignage qui marque la naissance et les étapes successives de l'Ecole d'Agriculture de Tunis. Ce que je suppose, c'est que les deux centenaires sont « légitimes » : l'Ecole d'Alger avait bien un statut d'établissement supérieur lors de sa création en 1905, mais l'Ecole de Tunis est devenue après coup, à l'Indépendance, une Ecole Supérieure, dans des bâtiments effectivement plus anciens que ceux d'Alger. Je note aussi le caractère bien plus « monumental » du bâtiment de la Direction de l'Ecole et celui du grand amphithéâtre que les bâtiments de Tunis d'allure plus « simple »⁴. Les deux Ecoles ont un point commun : elles ont été construites au centre d'un grand domaine agricole en large périphérie de la ville ancienne. Mais leurs terrains sont devenus convoités au cours des dernières décennies pour faire face à l'extension urbaine et aussi aux besoins d'installations de services publics. C'est pourquoi, on trouve maintenant, au milieu de ce qui est devenu la ville capitale étalée, maints instituts, offices, directions... liés au Ministère de l'Agriculture. Autre curiosité, ces terrains relativement plats sont aussi dans les deux cas au voisinage d'un aéroport international : autre facteur d'expansion urbaine et de pression sur le foncier constitué par ces terres agricoles publiques. Il faudrait écrire les histoires parallèles et les évolutions respectives de ces grands établissements d'enseignement agricole et leurs rapports avec la colonisation, l'indépendance et l'évolution de la ville et des campagnes, dans les trois pays du Maghreb : Meknès puis Rabat au Maroc, Alger, Tunis, sans oublier l'ancienne Mateur en Tunisie, et la nouvelle Mostaganem en Algérie.

Autoroute de bord de mer. Evocation de « La Moutonnaire », cette voie urbaine par laquelle arrivaient les moutons, venant de l'est par troupeaux entiers, jusqu'à l'abattoir du Ruisseau proche du quartier populaire de Bellecourt ou pour être embarqués au port vers la métropole. Lors de mes premiers voyages, c'était la seule route qui reliait l'aéroport au centre d'Alger, une route réputée alors pour ses bouchons permanents.

³ INA : Institut National Agronomique d'Alger El Harrach

⁴ Quelques jours après mon retour à Toulouse, Lucien Mazenc, ancien élève de l'Ecole d'Alger dans les années cinquante, confirme mon hypothèse : « Tunis » était une école « régionale » d'agriculture, alors qu'Alger a été créé comme « Institut Agricole ». Jusqu'en 1962, l'Ecole d'Agriculture de Maison-Carrée était l'une des quatre « Agri », avec Grignon, Rennes et Montpellier.

Tahar me commente le paysage d'Alger depuis l'autoroute de la mer, certainement l'un des plus beaux paysages urbains de la Méditerranée. La « skyline » d'Alger est pour moi source d'émotion esthétique au même titre que celle de New York. Les quartiers s'alignent en arc de cercle, de droite à gauche : Bab-el-Oued, La Casbah, La Poste, Bellecourt. Je découvre que c'est justement l'itinéraire quotidien de Jacques Cormery, décrit par Albert Camus dans le livre dont j'ai démarré la lecture dans l'avion, depuis le quartier modeste et populaire de Bellecourt jusqu'au Lycée Bugeaud, à Bab-el-Oued. Le célèbre Lycée Bugeaud, qui a eu des professeurs prestigieux tels que Fernand Braudel, Jean Grenier et Yves Lacoste, a été rebaptisé Lycée Abd-el-Kadder dès 1962 : le vaincu de 1830 a repris l'avantage sur le vainqueur. A Tunis, il a fallu attendre 1983, quasiment trente ans après l'Indépendance, pour que le Lycée Carnot de Tunis change de nom et devienne le Lycée... Bourguiba. C'est aussi le lycée évoqué par le réalisateur Alexandre Arcady dans son film « *Là-bas, mon pays* »⁵.

Arrivée à mon hôtel : le « Mouflon d'Or ». Le mouflon, c'était inévitable pour moi qui suis marqué par les ovins. Un hôtel de « grand luxe décrépi », au fond d'une vallée resserrée, à l'abri des bruits de la circulation permanente des proches voies rapides. Un sentiment d'abandon : bâtiments alentours hétéroclites, broussailles de la végétation méditerranéenne sur les pentes avoisinantes, promenades jonchées de détritiques et de bouteilles en plastique, bancs cassés, piscine fermée. Ici et là, le long des allées et autour du parking, des gens désœuvrés, gardiens de rien. Une ambiance de déjà vu au cours des voyages antérieurs... abandon ou attente d'une suite meilleure ? C'est selon. Ce qui est nouveau pourtant, ce sont les autoroutes périurbaines et les successions de grands immeubles de la grande périphérie d'Alger. Trois tours d'habitation construites en un temps record par une société chinoise : ils travaillaient jour et nuit, me commentent mes amis. Le quartier des Vergers – et bien d'autres certainement - a été submergé par les nouvelles constructions sans autorisation. Les autorités « régularisent » continuellement, sans parvenir à anticiper, sans plan d'urbanisme maîtrisé. Le principal souci des familles et des autorités, c'est le logement ! Le tremblement de terre fut très dur, mais les immeubles de quatre étages où Tahar habite avec sa famille depuis vingt ou trente ans, construits selon les normes antisismiques, ont parfaitement bien tenus : démonstration d'efficacité.

Circulation dans les rues de la périphérie d'Alger. Ce qui frappe, c'est vraiment cette juxtaposition de constructions anciennes délabrées ou insuffisamment entretenues et quantités de constructions nouvelles qui marquent les collines de leurs couleurs et de leurs formes diverses, parmi lesquelles on remarque des immeubles que je qualifie « en état d'inachèvement définitif ». Et puis une circulation abondante avec de nombreux véhicules récents : c'est un indice de développement économique. Ouvrages d'art qui facilitent la circulation : viaducs, tunnels, toboggans au-dessus des carrefours ou passages souterrains au-dessous. Les BTP travaillent beaucoup à Alger.

Je demande : « *Les étudiants trouvent-ils du travail ?* » Réponse : « *C'est le problème aujourd'hui* ». Le gouvernement apporte des aides aux entreprises qui recrutent des jeunes diplômés, mais elles peuvent se débarrasser d'eux au bout de deux ans, et recommencer ! Une mesure originale : l'aide des pouvoirs publics aux jeunes qui créent leur micro entreprise de transports en commun, pour qu'ils disposent d'un minibus. Il paraît que ça marche ! Je repère maintenant dans la circulation et au milieu des embouteillages permanents aux carrefours ces petits bus bleu clair, avec des jeunes au volant.

⁵ Effy Tselikas et Lina Hayoun, 2004. « *Les lycées du soleil. Creusets cosmopolites de la Tunisie, de l'Algérie et du Maroc* ». Editions Autrement. Collection Mémoires.

Je ne suis pas venu avec l'idée de retrouver le cadre de mes séjours antérieurs, mais pour découvrir avec curiosité, au hasard de mes déplacements, les transformations de cette ville en trente-trente-cinq ans. Remontée par le Ravin « de la Femme Sauvage » vers le quartier de Birmandreïs (aujourd'hui « Bir Mourad Rais »), au sud d'Alger sur la Route de Blida. Je repère le lieu où devait se trouver le siège administratif du Projet « Algérie 16 » en 1971 pour lequel j'étais venu comme consultant, hébergé dans les locaux d'un laboratoire de pédologie.

Arrêt au pied du Monument des Martyrs de la Révolution, construit à l'initiative du Président Chadli, dominant toutes les hauteurs et la baie d'Alger, construit par les Canadiens m'indique Tahar qui se fait mon guide. Panorama grandiose. Le quartier avoisinant a été construit par les français, dans le cadre du Plan de Constantine, en pierres de taille massives, de la même couleur que la roche de ces collines. Les façades et les balcons sont couverts d'une forêt de paraboles. A nos pieds, le Jardin d'Essai avec les mêmes palmiers « Washingtonia » que ceux de l'INA et, à côté, le territoire d'un grand Hôtel Sofitel, en retrait de l'autoroute de la mer et des installations du port et du périmètre de containers. Dans la baie magnifique, de nombreux navires, cargos, pétroliers... Un ferry s'éloigne vers Marseille ou Sète, ou ailleurs.

« Réconciliation »

Soirée chez Tahar. Son frère aîné – hadj également – est venu à Alger pour assister à la soutenance de la thèse de son cadet. Il a lui-même invité trois de ses amis et c'est comme s'il y avait autour de la table un échantillon des oasis du Sahara : Bechar, Biskra, In Salah, et même Tamanrasset représenté par un algérien dont la couleur de peau révèle des origines subsahariennes.

Je ne suis plus revenu en Algérie depuis 1987-88, quelques temps avant le début de la phase dramatique des manifestations sanglantes, puis des séries d'attentats, qui ont coupé l'Algérie du reste du monde... Comment rattraper le ratage des premières élections « libres » voulues par le Président Chadli en 1992, successeur par défaut du Président Boumediène, après le décès de celui-ci en 1979 dans l'exercice de ses fonctions ? Un processus démocratique interrompu par l'armée avec des enchaînements qui ont plongé le pays dans le chaos. Une nouvelle phase du psychodrame algérien. Le long parcours heurté d'un pays qui cherche ce qu'il est réellement pour devenir soi-même. Depuis plus de quinze ans, l'Algérie a vécu comme à l'écart du reste du monde, une Algérie gravement malade d'elle-même, aujourd'hui en convalescence, en recherche de nouvelles marques. Elle tente de se relever de ce que Abdelwahab Meddeb appelle « La maladie de l'Islam »⁶, celle qui conduit ses contaminés à la violence au nom d'une conception à la fois radicale et appauvrie de ce qu'est cette religion et cette culture.

⁶ Abdelwahab Meddeb : « La maladie de l'Islam », Le Seuil, 2004

Réconciliation... La télévision est allumée – chaînes françaises et algériennes², et aussi El Djezira – journal télévisé où se succèdent les interventions de divers ministres et du secrétaire général du FLN pour le « oui » au référendum du 29 septembre. Salade, grand plateau de poissons frits mangés à la main, poulet rôti et frites... La conversation revient sur la réconciliation. Mes compagnons de ce soir sont loin d'être politisés, plutôt distancés, voire critiques vis-à-vis des gouvernements algériens successifs et du parti unique qui a prétendu les représenter et faire le bonheur du pays. Ce sont des musulmans pratiquants, mais pas du tout dans l'état d'esprit des islamistes. Ce que j'entends contester, ce n'est pas le principe de la réconciliation, mais plutôt la mise en scène réalisée par le pouvoir sous la forme de ce référendum. Dans l'ambiance de ce soir, je ressens comme une grande envie de la part des gens de ce pays de pouvoir vivre enfin leur vie, dans des conditions certes difficiles au quotidien pour tout le monde et plus particulièrement pour les jeunes, mais comme libérés des tensions impulsées par les politiques sur lesquels il leur a été impossible de peser et qui ont été à l'origine de toutes les violences. Certes, il reste quelques maquis encore actifs, « irréductibles » selon eux, mais ces dix ou quinze dernières années sont à oublier. Il me vient à l'idée que désormais, le pays veut devenir « libre », libre non pas vis-à-vis de l'ancienne puissance colonisatrice comme auparavant, mais vis-à-vis des forces du gouvernement comme des islamistes radicaux et terroristes.

Un jeu s'engage aussitôt entre les invités : quel est le nom nouveau de telle ou telle commune désignée par son nom du temps des français ? Un jeu ! Défilent les grands noms de l'histoire de France, reconvertis en Algérie colonisée en nom de village : Mirabeau, Michelet, Rabelais, Marceau, Carnot, Bougainville. Et puis l'un d'entre eux souligne, à la grande surprise des autres, que Saint-Augustin était algérien.

On enchaîne avec des histoires relatives aux pieds-noirs qui reviennent « *au pays* » : « *Oui, c'est bien leur pays : ils sont nés là, leurs parents et grands parents ici* ». Ce n'est pas leur pays au sens qu'ils le possèdent, c'est leur pays au sens qu'ils lui appartiennent. Et ils peuvent se reconnaître comme étant du même pays que ses habitants actuels. Ce qui émerge de tout ça, c'est que si on surmonte les violences de la colonisation et de la guerre, ces « anciens » sont plus proches des Algériens actuels que n'importe qui dans le monde. Ils se découvrent des affinités qu'ils veulent faire revivre. Les Algériens ont envie de les accueillir, de les embrasser. Tel groupe de visiteurs est arrivé dans son ancien quartier : « *Ils ne sont pas allés à l'hôtel tu sais ! Oui, tout le monde les a invités et les a hébergés !* ». Et à Djelfa, commente un autre : « *Un ancien OAS, se déclarant comme tel, est accueilli avec chaleur. Viens chez moi !* » - comme un ami intime, un enfant prodigue, revenu après quelques mois d'absence d'un long voyage. Je demande : et les harkis ? « *Oui, ce serait possible de les accueillir aussi* ». Pourtant cela ne paraît pas aussi clair dans la tête de mes interlocuteurs que s'il s'agissait des « pieds-noirs ». J'évoque le sort dramatique qui a été le leur dans des camps d'où ils ne pouvaient sortir, où ils ont été exploités, d'après ce que j'en ai lu, particulièrement dans le témoignage de Dalida Kerchouche⁷ dont l'enfance s'est déroulée dans le Lot-et-Garonne, ce département d'où venait ma voisine d'avion. Le statut de cette catégorie d'Algériens, qu'il faudrait aussi associer à l'esprit de réconciliation et d'apaisement, semble plus ambigu. Cette partie de l'histoire semble avoir été engloutie, en France comme en Algérie.

⁷ Dalida Kerchouche – « *Mon père, ce harki* », Editions du Seuil, 2003

Je ne peux m'empêcher de mettre ces échanges en résonance avec le récit posthume d'Albert Camus « *Le premier homme* » et cette enfance dans une famille pauvre de Bellecourt, qu'il décrit dans le livre acheté à Blagnac et dont j'ai terminé la lecture. Il va me falloir relire d'autres de ses textes qui évoquent cette terre malheureuse d'Algérie et cette impossible entente entre des communautés. Maintenant, enfin, la réconciliation ? Dans le fond, en donnant cette impulsion politique pour marquer l'arrêt de l'épisode islamiste et des égorgements perpétrés par le GIA et ses filiales (Cf. les Pères Trappistes de Tibhirine dont l'assassinat a fortement remué les opinions française et algérienne en 1996⁸), l'initiative du Président Bouteflika pourrait bien rencontrer un sentiment de réconciliation des gens d'ici avec tous ceux qui peuvent se réclamer de cette même terre d'Algérie et d'une histoire commune, tous ceux qui peuvent se reconnaître dans un minimum de biens partagés – le climat, le soleil, les rues, la cuisine, les paysages – et qui peuvent passer le trait sur ce qui a été à l'origine de leur déchirure et de leur incompréhension tragique.

Pour une réelle politique de production laitière en Algérie

Soutenance dans la salle du Conseil de l'Ecole. Grands rideaux bordeaux et sièges rouges, encadrant la grande table des délibérations en bois massif clair.

J'ai la surprise de revoir, parmi le public venu pour soutenir Tahar, le personnage dont je me souvenais en me remémorant mes voyages antérieurs sans parvenir à retrouver son nom, ni le lieu précis de notre rencontre en dehors des images dans ma tête. Accolades. En grande djellaba blanche, il s'agit de Safi Boudissa, ancien Ministre (de l'Education Nationale, me précise ensuite le Président du jury Slimane Bedrani, dans le premier gouvernement de Ben Bella) et son village refuge s'appelle Ksar Chellala sur les hautes plaines de Tيارت et de Saïda où je suis allé lui rendre visite en 1986. Tahar me remet la mémoire en ordre. Nous discutons sur un banc, sous les palmiers, devant la salle du Conseil. Hadj Boudissa a eu un parcours curieux et, à 77 ans, il reste un personnage original et encore plein de projets. Mais pourquoi n'a-t-il pas réussi à concrétiser toutes ses idées, malgré ses relations et le large réseau de connaissances qu'il a maintenu au niveau international ? Il m'explique qu'il faudrait développer l'élevage des brebis laitières pour produire du beurre de brebis, dont le prix atteint aujourd'hui des sommets inégalés, et qui constitue un ingrédient recherché pour la cuisine algérienne. C'est ce qu'il m'avait exposé il y a presque vingt ans en sollicitant mon aide. Alors rien n'a vraiment bougé ? Mais pouvait-on vraiment entreprendre quelque chose de solide au cours de ces terribles années qui viennent de s'écouler ?

Réconciliation... Au cours des années 50, Hadj Boudissa m'explique qu'il avait travaillé dans une usine de la région parisienne, dans l'Oise. Quoique musulman pratiquant, il avait des relations étroites avec les Jésuites. Il s'occupait même avec eux d'éducation d'enfants et de jeunes en difficulté. C'est peut-être ce qui lui a valu d'être Ministre de l'Education Nationale. La nuit, il est du FLN, le jour il amène à la messe des enfants d'Européens « *en rupture sociale* », me dit-il. Il voudrait, encore aujourd'hui, participer à des groupes de réflexion sur le rapprochement entre l'Eglise catholique et l'Islam, parce que, pour lui « *l'esprit religieux est essentiel pour nos sociétés* ».

⁸ René Guittou - « *Si nous nous taisons... Le martyre des moines de Tibhirine* », Calmann-Lévy, 2001.

Exposé de Tahar suivi de la présentation de mon rapport et des arguments qui mettent en valeur les qualités du travail qui a été produit. Je laisse le soin à mes collègues membres du jury d'en pointer certaines faiblesses (oui, il y en a !). Questions précises et directes... Réactions pugnaces. Tahar ne peut pas cacher son analyse de la situation désastreuse de la filière laitière en Algérie. Il rappelle aussi qu'il est, administrativement, directeur général de l'Office Interprofessionnel du Lait, sur la base d'un décret, mais sans moyens de fonctionnement en l'absence de décision du Ministère des Finances comme de celui de l'Agriculture attribuant les crédits et les bases de son fonctionnement administratif, et ceci depuis des années. Un scandale. Mais qui se préoccupe en Algérie des rapports entre éleveurs et industrie laitière ? Est-ce le signe que finalement, le développement de la production agricole locale ne constitue toujours pas le premier souci du Gouvernement algérien ? Contrairement à la voie prise en Tunisie et au Maroc voisins.

L'intérêt du travail considérable réalisé par Tahar – un monument de quelques six cents pages - est de deux ordres. Premièrement, la possibilité de mobiliser une information importante qui existe sur les systèmes d'élevage et les livraisons des troupeaux aux laiteries, pour peu qu'on s'en donne la peine. La leçon, c'est qu'il est nécessaire et possible que l'Algérie se dote d'un système performant de suivi des élevages laitiers, qui devrait constituer la base d'actions d'appui technique adaptées à leurs situations diverses. Deuxièmement, le déficit le plus important est probablement celui de l'organisation de la collecte de lait qui oblige à importer encore une trop grande quantité de lait en poudre : le retard est grand par rapport aux objectifs officiels. Le Maroc et surtout la Tunisie ont réussi à se doter d'un dispositif complexe fait de centres de collecte de lait, d'unités d'élevage des génisses et de contrôle laitier. La Tunisie affiche maintenant avec fierté qu'elle a atteint l'autosuffisance en matière de satisfaction des besoins en lait de la population. Il est vrai que le niveau de consommation de lait par Algérien et par an est nettement supérieur à celui d'un Tunisien – environ 110 litres contre à peine 80 litres. Mais les importations algériennes de poudre de lait sur les marchés mondiaux ont permis de vendre du lait à un prix inférieur en Algérie, alors que le prix payé aux producteurs n'est peut-être pas assez incitatif. En fait les industriels laitiers, qui ont pris la suite des offices créés à l'origine par l'Etat travaillent toujours dans une logique de transformation de poudre de lait en produits de consommation courante. L'arrivée d'investisseurs privés tels que Danone en Kabylie va-t-elle donner une impulsion nouvelle qui favorise les producteurs locaux ?

Fin de week-end

Aéroport Alger Houari Boumediene pour mon vol de retour vers Toulouse via Marseille. Au total, je dénombre pas moins de 16 opérations successives de contrôle de bagages et de papiers depuis l'arrivée en périphérie de la zone aéroportuaire jusqu'à la montée dans l'avion, des opérations qui ont pris un total de deux heures !

Avec quarante dinars, j'ai acheté quatre journaux. Dix dinars le quotidien, c'est-à-dire un euro au cours officiel (« *Mais ça veut dire quoi le cours officiel ?* » s'interrogent mes compagnons). Je remarque d'emblée la grande différence avec la presse tunisienne. Je peux lire ici au moins quatre titres francophones (et il y a tous les autres arabophones) - « *El Moudjahid* », « *El Watan* », « *Le Courrier* », « *Liberté* » - alors que je n'en ai que deux dans

les kiosques à Tunis, dont la première page est invariablement organisée avec une photo du Président Ben Ali en haut à gauche, quel que soit le jour, ou le journal, ou le sujet traité. Quant au contenu, la diversité est grande entre les quotidiens algériens. « *El Moudjahid* » titre certes en première page sur la campagne électorale (« *Mot d'ordre pour la paix* ») et met en avant le voyage du Président Bouteflika à New York, avec son portrait, tandis que « *El Watan* » demande : « *Les maquis vont-ils se vider ?* ». Les deux autres journaux titrent sur « *La chasse aux corruptions* » et donnent en pages intérieures de la place aux arguments des opposants au référendum en sus des arguments officiels. Car il y a des opposants même si la télévision donne d'abord le beau rôle au Président et à ses ministres. J'apprends aussi la tenue prochaine du 10^{ème} Salon International du Livre d'Alger, du 21 au 30 septembre, sur le thème : « *La mémoire revisitée par la littérature* ». L'Algérie a des problèmes avec sa mémoire et son histoire.

Tandis que je remplis ma fiche d'embarquement, quelqu'un s'arrête à côté de moi. Je termine mon travail. La personne s'approche et me demande de lui remplir sa fiche. Passeport algérien, un homme d'une cinquantaine d'années, demeurant à Bois-Colombes, retournant chez lui où il travaille. Il ne sait pas lire ni écrire. Opération symétrique du départ avec ma voisine de vol. Je ne peux m'empêcher de penser à ces Algériens que je connais ou que j'ai connus, dont les destins sont de naviguer physiquement et culturellement entre l'Algérie et la France avec une grande variété de statut et d'ancrage, nomades modernes.

La veille au soir, j'ai été invité avec quelques amis de Tahar pour un dîner chez l'un d'eux. Celui-ci habite une villa dans un quartier périphérique au-delà d'El Harrach. Il m'explique qu'avant 1962, c'était un quartier résidentiel européen, et qu'en fait, pour les gens d'ici, c'est toujours le « Quartier Lavagerie », du nom du cardinal qui avait acheté un grand domaine pour y installer son orphelinat. Un quartier qui garde le souvenir de son passé séculaire mais qui fut aussi, durant plusieurs années, un fief de terroristes aux portes de la capitale. Encore un témoignage de vies télescopées par les événements. Le muezzin appelle à la prière du soir depuis le minaret à deux pas de la maison : « *Je lui ai déjà dit que ses haut-parleurs sonnent trop forts !* »

« *Alors que pensez-vous de l'Algérie aujourd'hui ?* » Après seulement deux jours passés, je cherche un mot qui résumerait mes impressions. Je pense d'abord au référendum, mais non, ce n'est pas le mot « *réconciliation* » qui est adapté à ce que je ressens. C'est plutôt le terme « *apaisement* » qui me paraît se rapprocher de ce qui est encore diffus dans mon esprit, un apaisement qui permettrait de parler maintenant des choses douloureuses du passé. Qui est peut-être aussi l'expression de la lassitude face à tant d'épreuves pour les familles, pour les villages et les quartiers. Qui prendrait place lorsque la tension permanente a disparu. Un apaisement qui pourrait permettre à la jeunesse de ce pays, qui n'a pas connu la guerre d'indépendance ni les occasions ratées qui ont suivi, de pouvoir enfin accéder à un meilleur avenir. Un apaisement du pays comme prélude à la guérison de ses névroses accumulées par près de deux cents ans de violences. Voilà ce que je pourrais dire...

Je pense au titre du roman d'Armand Lanoux : « *Quand la mer se retire* »... Quand l'émotion des événements s'apaise, la mémoire revient, un retour vers le passé réel s'opère. Car on n'efface pas le passé, ni les faits, malgré la volonté de les occulter, ou de les récrire à sa manière.

« *Finalement, c'est avec la France que l'Algérie a le plus d'échanges économiques et humains, quelles que soient les circonstances* » m'affirme notre hôte.

Lectures post week-end

Chaque fois, au retour, j'aime bien acheter un livre « du pays ». Alors que celui de l'aller est acheté en improvisation, l'ouvrage du retour est choisi. La librairie de l'aéroport d'Alger est particulièrement bien fournie, avec une production éditoriale algérienne dont je découvre l'abondance et la diversité par rapport à ce que j'avais connu il y a vingt ans. Livres d'architecture, livres de photos, rééditions des ouvrages d'Albert Camus, livres sur l'histoire et la politique, Abd-El-Kader, la Guerre, le FLN, etc. J'achète finalement : « *Algérie. Histoire contemporaine 1830-1988* » par Benjamin Stora (Casbah Editions, Alger) qui est une reprise en un seul volume de plusieurs ouvrages écrits au cours de ces dernières années par l'historien français, natif de Constantine.

« *Pourquoi un conflit aussi âpre ?* » s'interroge Benjamin Stora (p. 121). Et il poursuit plus loin (p. 183) : « *La guerre d'Algérie fut-elle une nouvelle affaire Dreyfus ? On serait tenté de le croire en voyant se déployer tant de fureurs et de passions.* »

Benjamin Stora commence en pointant l'abondance des livres écrits sur la Guerre d'Algérie, du point de vue français comme algérien. Au total, il en dénombre un millier entre 1955 et 1988, ce qui signifie entre deux et trois par mois. Justement, à mon retour je découvre deux livres récemment parus en ce mois de septembre 2005. Le titre de l'ouvrage de l'historienne Raphaëlle Branche est comme un écho à mes premières réactions : « *La guerre d'Algérie : une histoire apaisée ?* »⁹. Oui, selon elle, dans la mesure où les archives officielles peuvent enfin être consultées librement et qu'il est désormais possible d'affronter les « tabous » afin d'« *Accepter et construire le passé* ». L'apaisement ne peut venir, argumente la journaliste du Monde Florence Baugé dans le récit de son enquête à propos des sévices subis par Louissette Ighilahriz (« *Algérie, une guerre sans gloire* »)¹⁰, que si Français et Algériens parviennent à trouver les mots pour évoquer l'indicible, les mots de ceux qui ont torturé et assassiné, les mots de ceux qui ont survécu après avoir été torturés et ceux aussi des femmes qui ont été violées.

En fait la France et l'Algérie ont des difficultés avec leur mémoire et avec l'écriture de leur histoire commune. Je réalise que, en arrière plan du Référendum sur le « *Projet de Charte pour la Paix et la Réconciliation Nationale* », se joue aussi dans la société algérienne un processus d'apaisement des esprits à propos des déchirements des années 50 et 60,

« *Histoire et Patrimoine* » (revue éditée par les Editions Milan à Toulouse) consacre son numéro 3 à « *La France coloniale* ». L'historien Claude Liauzu analyse à propos de l'Algérie un processus d'enchaînement des violences, la violence du nouveau pouvoir qui se substitue à la violence du colonisateur, nouveau pouvoir qui doit faire face à son tour à la violence de ses opposants. On retient de l'histoire de l'Algérie de ces dernières décennies une succession d'« événements » violents dont l'émotion qu'ils provoquent empêche de

⁹ Raphaëlle Branche, 2005 – « *La guerre d'Algérie : une histoire apaisée ?* » (Seuil, « Points historiques »)

¹⁰ Florence Baugé, 2005 – « *Algérie, une guerre sans gloire. Histoire d'une enquête* » (Calmann Lévy). « El Watan » du 13 septembre lui consacre une page complète.

comprendre la logique et les courants qui les sous-tendent. Ainsi a-t-on longtemps parlé des « événements d'Algérie » avant de qualifier en France leur ensemble de « Guerre d'Algérie » en 1999, et d'admettre que le sens à leur donner était bien celui d'une « Guerre d'indépendance ».

Le Télérama du 28 septembre, à la veille du référendum, consacre sa rubrique « Signes du temps Débat » à l'Algérie, une chronique signée de Thierry Leclère, avec un interview de Benjamin Stora, justement : « *Ce vote ne va rien régler au fond, car la réconciliation est décrétée par le haut. Mais il faut comprendre aussi le sentiment de beaucoup d'Algériens qui ont vécu tout ça de très près et qui, maintenant, veulent vivre. Personne n'oublie, mais tout le monde veut avancer. Voilà le sentiment général !* ». En quelque sorte l'apaisement... comme produit de la lassitude ! Un apaisement qui ne se décrète pas mais qui serait la condition première d'une vraie réconciliation.

* * * * *